



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/ 263 du 31 juillet 2025
portant actualisation des prescriptions encadrant la société CLOUDHQ FRANCE pour
ses installations situées ZA Léonard de Vinci - rue Léonard de Vinci,
sur le territoire de la commune de LISSES (91090)**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.512-1, R.181-45 et R.181-46,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 14 décembre 2022 portant nomination de M. Narendra JUSSIEN, ingénieur, professeur de l'institut Mines-Télécom de classe exceptionnelle détaché en qualité de sous-préfet hors classe, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de l'Essonne, Secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-194 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Narendra JUSSIEN, Sous-Préfet chargé de mission auprès de la Préfète de l'Essonne, Secrétaire général adjoint de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté n° 2022-PREF-DCPPAT/BUPPE/ 019 du 2 février 2022 portant autorisation environnementale relative à l'installation d'un data center et des installations techniques associées, par la Société CLOUD HQ FRANCE, localisée ZA Léonard de Vinci - rue Léonard de Vinci sur la commune de LISSES (91 090),

VU le porter à connaissance transmis par l'exploitant en date du 19 décembre 2024 et complété le 16 mai 2025,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6 juin 2025,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant actualisation des prescriptions de fonctionnement transmis le 30 juin 2025 à la Société CLOUDHQ FRANCE sur la commune de LISSES,

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet transmise par mail du 29 juillet 2025,

CONSIDÉRANT que la société CLOUDHQ FRANCE exploite des installations visées par la directive IED et qu'elles sont soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 3110 de la nomenclature des installations classées,

CONSIDÉRANT l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 susvisé,

CONSIDÉRANT le dossier de porter à connaissance du 19 décembre 2024 et complété le 16 mai 2025 de la société CLOUDHQ FRANCE relatif à l'évolution de la conception du projet depuis le dépôt du dossier initial le 11 juin 2020 (modifications et améliorations architecturales et techniques),

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées n'augmentent pas les risques et nuisances de l'établissement et peuvent être considérées comme notables et non substantielles,

CONSIDÉRANT que les modifications ne présentent pas d'aspect substantiel au regard des seuils, critères ou dangers et inconvénients déjà gérés par l'arrêté préfectoral du 2 février 2022,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la situation administrative de l'établissement doit être actualisée,

CONSIDÉRANT que les modifications sollicitées par la société CLOUDHQ FRANCE doivent être encadrées,

CONSIDÉRANT les échanges avec l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral,

SUR proposition du Secrétaire Général adjoint de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société CLOUDHQ FRANCE, dont le siège social est situé 37 avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75008 PARIS doit respecter les dispositions mentionnées ci-après, pour ses installations situées à l'adresse postale suivante ZA Léonard de Vinci - rue Léonard de Vinci 91090 LISSES (coordonnées Lambert 93 X : 48.59777 , Y : 2.410109 – WGS 84 X : 48° 35' 49" N et Y : 2° 24' 30" E).

ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Les dispositions de l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 du titre I de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

| Ru-brique | Ré-gime(*) | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé |
|-----------|------------|--|--|-----------------------|------------------|------------------|---|
| 3110 | A | Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW | 114 groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique répartis dans 2 bâtiments (57 dont 8 de secours) | Puissance | 50 | MW | Puissance nominale : 285MW électrique équivalant à 798 MW thermique |
| 4734-1b | E | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installa- | 2520 m ³ de fioul répartis dans 36 cuves enterrées de 70 m ³ | quantité stockée | 1000 | t | 2218 t |

| | | | | | | | |
|---------|----|---|---|------------------|-----|-----|---|
| | | tions y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t | | | | | |
| 4734-2c | DC | Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total | 57m ³ répartis dans 114 réservoirs de 500L | quantité stockée | 50 | t | 50,2 t de fioul |
| 1185-2a | DC | Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg | Pour chaque bâtiment : 56 groupes froids de 705,7 kg de R513a Pour chaque bâtiment : 11 DRV (Débit de Réfrigérant Variable) utilisant 211,5 kg de R410A | quantité stockée | 300 | kg | 79 040 kg de fluide frigorigène R513a 423 kg de fluide frigorigène R410A |
| 2791-2 | DC | Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j | Broyage d'équipements informatiques | Quantité broyée | 10 | t/j | < 10 t/j (environ 500 kg/j) |
| 2925-2 | D | Accumulateurs électriques (ateliers de charge d'). 2. Lorsque la charge ne produit | | Puissance | 600 | kW | > 600 kW |

| | | | | | | | |
|--|--|---|--|--|--|--|--|
| | | pas d'hydrogène, la puissance maximale de courant utilisable pour cette opération ⁽¹⁾ étant supérieure à 600 kW, à l'exception des infrastructures de recharge pour véhicules électriques ouvertes au public définies par le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/ UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs <i>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers</i> | | | | | |
|--|--|---|--|--|--|--|--|

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)** ou NC (Non Classé)

** En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3110 relative aux installations de combustion et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF MCP.

Les installations de combustion relèvent des articles L.229-5 et L.229-6 du code de l'environnement pour les quotas d'émission de gaz à effet de serre.

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature eau suivantes :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (opération) | Nature de l'installation | Volume autorisé | Classement |
|----------|--|-----------------------------------|-----------------|------------|
| 2.1.5.0 | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) ; 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration) . | Bassin versant intercepté 13,7 ha | | D |
| 3.2.3.0 | Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (Autorisation) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (Déclaration). | Fossé/bassin d'infiltration | 0,85 ha | D |

D Déclaration

ARTICLE 3 : SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 1.2.2 du chapitre 1.2 du titre 1 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelles | Lieux-dits |
|---------|--|-------------------|
| LISSES | BC 41 (bâtiment 1 - CDG1) BC 35 et 42 (bâtiment 2 - CDG2) | La plaine à Migné |

ARTICLE 4 : RÉGLEMENTATION

Les dispositions du chapitre 1.7 du titre 1 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive):

-Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

-Arrêté du 04/10/10 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

-Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

-Arrêté du 31/01/08 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets

-Arrêté du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

- Arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "ateliers de charge d'accumulateurs"

- Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511.

- Arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

- Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté du 18/04/08 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des

rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018)

- Arrêté du 3/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110

- Arrêté du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782)

ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions du chapitre 1.5 du titre 1 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont supprimées à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 6 : CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

Les dispositions de l'article 3.2.3 du chapitre 3.2 du titre 3 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

La hauteur de cheminée est de 25,85 m par rapport au sol ; elle est déterminée par les formules préconisées par les textes ou déterminée au vu des résultats d'une étude de dispersion des gaz adaptée au site lorsque les flux de polluants sont importants ou lorsque les installations sont situées près d'obstacles.

| | Hauteur en m | Diamètre inté- rieur en mm | Débit nominal en Nm3/s | Vitesse mini d'éjection en m/s | Température de sortie °C |
|--|-----------------|----------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Conduit cheminée groupe électrogène | 25,85 | 600 | 31680 | 25 | 560 |

Chaque groupe électrogène fonctionne environ 30 h/an (lors des phases de test et maintenance hors cas de coupure d'alimentation électrique). Lors des phases de test et maintenance 4 groupes électrogènes au maximum fonctionnent en simultanée.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

ARTICLE 7 : DÉCHETS TRAITÉ À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Les dispositions de l'article 5.1.5 du chapitre 5.1 du titre 5 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit, à l'exception du broyage des équipements informatiques (disques SSD,...) qui est réalisé conformément à l'arrêté du 23/11/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782). Une fois broyés, les déchets sont gérés à l'extérieur de l'établissement conformément à l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 8 : ÉMISSIONS LUMINEUSES

Les dispositions de l'article 7.4.1 du chapitre 7.4 du titre 7 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

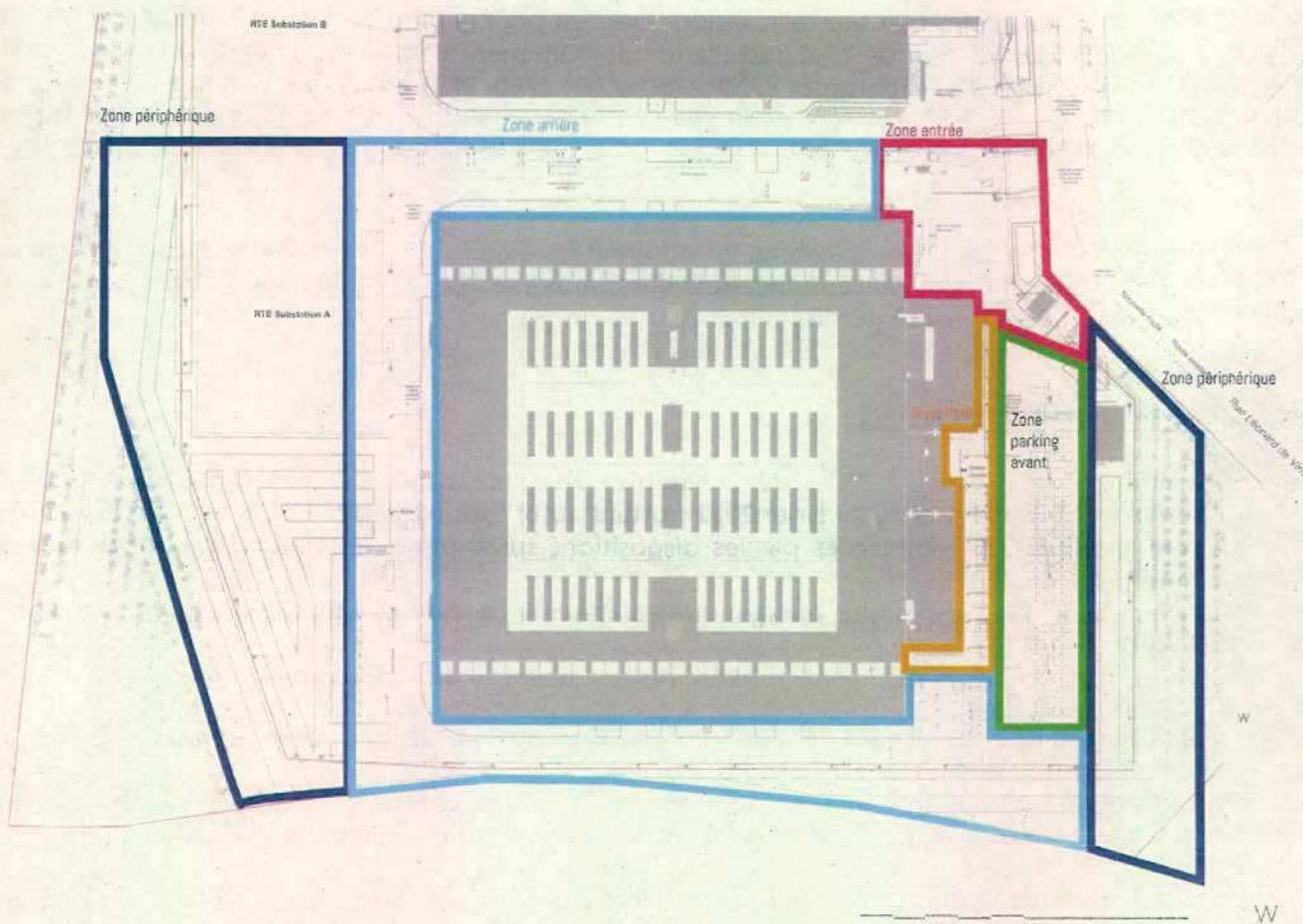
Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

La pollution lumineuse est réduite par un choix judicieux de l'éclairage. Le positionnement des lampes, leur intensité et les cibles sont réfléchis pour limiter l'impact sur les espaces naturels. L'exploitant retient des éclairages de modèle « CIGO ». Ceux-ci sont positionnés soit à une hauteur de 8 mètres ou de 5 mètres dans la zone Orange (cf plan suivant). Sous réserve d'une sécurité suffisante pour les usagers du site, une utilisation de lumières de couleur rouge-orangée est privilégiée.

Plusieurs types d'éclairage sont installés en fonction de la zone du site (cf plan ci-dessous), toutes d'une couleur rouge-orange :

- Zone entrée (en rose) : éclairage à 30 lux en permanence la nuit ;
- Zone PMR (en orange) : allumage à 20 lux sur détection de 17h à 8h. Extinction si pas de détection ;
- Zone parking avant (en vert) : éclairage à 10 lux de 17h à 21h puis à 5 lux toute la nuit. Allumage à 10 lux sur détection de 21h à 8h ;
- Zone arrière (en bleu clair) : éclairage à 10 lux de 17h à 21h puis à 5 lux toute la nuit. Allumage à 10 lux sur détection de 21h à 8h ;
- Zone périphérique (en bleu foncé) : éclairage permanent à 5 lux.



À l'issue d'une période de 6 mois suivant la mise en service de chaque bâtiment, l'exploitant mène une étude sur l'impact des lumières installées, basée notamment sur les collisions observées pendant la période précitée de la faune avec les bâtiments et les autres infrastructures connexes. Au regard des conclusions de cette étude, l'exploitant se positionne sur la nécessité ou non de modifier ses installations (changement de lampes, changement d'amplitudes horaires...) et le communique à l'inspection des installations classées et au service Nature et Paysage de la DRIEAT dans un délai de 4 mois complémentaires pour validation.

ARTICLE 9 : COMPORTEMENT AU FEU DES LOCAUX

Les dispositions de l'article 8.3.1.1 du chapitre 8.3 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

Les bâtiments présentent une stabilité au feu d'une heure pour la partie bureaux et 2h pour les parties techniques.

Les bâtiments sont de type R+1 avec toit et terrasse technique.

Chaque bâtiment se compose :

- de structures porteuses et autoporteuses, en béton armé ou en béton précontraint, coulées sur place ou préfabriquées et présentant une stabilité au feu de degré deux heures pour les parties techniques et une heure pour la partie bureaux.
- de planchers et d'une toiture majoritairement réalisés en dalles présentant un caractère coupe-feu de degré 2 heures pour les parties techniques et une heure pour la partie bureaux.

A chaque niveau, 12 salles informatiques (ou salles serveurs) sont regroupées en blocs de 3 salles. Les salles serveurs disposent d'un faux-plafond destiné à la distribution d'air. Chaque salle informatique est desservie par 2 sous-stations électriques installées séparément dans des locaux spécifiques.

Les salles informatiques disposent de parois coupe feu de degré 2h et des blocs-portes coupe feu de degré 1 h avec ferme porte, et sont équipés d'un dispositif de détection incendie haute sensibilité (catégorie A) couplé à un dispositif d'extinction par sprinklage.

Les locaux techniques attenants disposent de parois coupe feu de degré 1h et des blocs-portes coupe feu de degré 1/2 h avec ferme porte, et sont équipés d'un dispositif de détection incendie haute sensibilité (catégorie A) couplé à un dispositif d'extinction par sprinklage.

Les systèmes batteries/onduleurs situés dans les locaux techniques et dans les salles informatiques sont entourés par des cloisons coupe-feu 2 heures.

Au niveau des couloirs, les murs présentent un degré coupe-feu d'une heure. Des RIA sont placés tous les 30 m ainsi que des portes de recoupement.

Les parois entre locaux et dégagements seront coupe-feu de degré 1 heure et les blocs-portes pare flamme de degré 1/2 h lorsque les locaux seront à risques courants. Les baies de communication éventuelles sont munies de portes coupe-feu de degré 1/2 h dotées de ferme porte (sauf les gaines techniques).

Les circulations de grande longueur seront recoupées tous les 30 m par des parois et des blocs-portes en va-et-vient pare flamme de degré 1/2 h.

Les bureaux et locaux sociaux sont isolés des zones techniques par des parois coupe feu de degré 1 heure.

Le débouché au niveau du rez-de-chaussée d'un escalier doit s'effectuer à moins de 20 mètres d'une sortie sur l'extérieur.

La distance maximale à parcourir en étage pour gagner un escalier ne doit pas être supérieure à 40 m excepté certains locaux techniques (distance de 45 m) sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté notamment celles relatives aux dispositions constructives.

Les sous-stations sont équipées d'une détection incendie ainsi que d'une détection de fuites.

Les locaux de stockage et les aires de livraison sont équipés d'une installation fixe d'extinction automatique par sprinklage.

ARTICLE 10 : DÉSENFUMAGE

Les dispositions de l'article 8.3.3 du chapitre 8.3 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

Les locaux batteries ont un système de désenfumage. Les escaliers encloisonnés desservant les niveaux en superstructure sont également désenfumés, en partie haute par un exutoire.

Chaque cage d'escalier est équipée par la mise en place d'un dispositif d'un mètre carré minimum en partie haute dont l'ouverture est rendue possible depuis le rez-de-chaussée par une commande manuelle facilement accessible et signalée.

Les salles informatiques, tous les locaux techniques et les locaux de stockage, aveugles et d'une surface de plus de 100 m² sont désenfumés mécaniquement sur la base de 1 m³/s pour 100 m², conformément à la Notice de Sécurité Incendie. Ces installations de désenfumage sont commandées manuellement depuis le poste de sécurité (PCS). Le déclenchement automatique sur détection incendie est évité afin de ne pas perturber les effets du système d'extinction automatique.

Les locaux techniques abritant les groupes électrogènes sont ventilés en permanence par des vannes en façade, ils ne sont pas désenfumés.

ARTICLE 11 : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Les dispositions de l'article 8.8.4 du chapitre 8.8 du titre 8 de l'arrêté préfectoral n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/019 du 2 février 2022 portant autorisation d'exploiter à la société CLOUDHQ FRANCE sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- 8 prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 240 m³/h pendant 2 heures avec une pression en sortie de 1 bar minimum. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé. Chaque appareil doit être facilement utilisable et implanté à une distance de 100 m au plus de l'entrée principale de chaque bâtiment en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisés des engins incendie. La distance entre chaque poteau ne doit pas excéder 150 m. Les appareils sont situés en bordure de voie engin ou tout au plus à 5 m de celle-ci (les raccords sont toujours orientés vers cette voie). L'implantation des appareils est à déterminer en concertation avec les services de secours.
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. En particulier, des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres seront disposés dans le bâtiment et à tous les niveaux, à raison d'un appareil pour 200 m² ou fraction de 200 m² de surface. Des extincteurs de type CO2 sont disposés à proximité des installations ou appareils présentant des dangers électriques.
- des extincteurs portatifs sont répartis à l'intérieur des locaux groupes électrogènes. Leur nombre est déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par groupe électrogène. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés.
- des bacs à sable de 100 litres munis d'une pelle de projection sont mis en place au niveau des groupes électrogènes.
- Les raccords d'alimentation des colonnes sèches sont implantés à moins de 60 mètres d'une bouche ou d'un poteau incendie. Pour compenser les grandes longueurs à parcourir, une colonne sèche de 65 mm munie à chaque niveau de deux demi-raccords de 40 mm est installée dans chaque escalier.
- d'un système d'extinction automatique d'incendie ;
- d'un système de détection automatique d'incendie ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des colonnes sèches ;
- d'une réserve d'eau dédiée à chaque bâtiment de 200 m³ afin d'alimenter le système d'extinction automatique par sprinklage ;
- de deux bassins de rétention enterrés d'une capacité de 1 650 m³ pour le bâtiment 1 et de 1 500 m³ pour le bâtiment 2, pour un total de 3 150 m³ ;

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

ARTICLE 12 : PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de LISSES et peut y être consultée,
- Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de LISSES pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire à la préfète de l'Essonne,

- L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Essonne, au recueil des actes administratifs de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 13 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Conformément à l'article R.181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, sous peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci d'une part à l'auteur de la décision, la Préfète de l'Essonne à l'adresse suivante (Mme la Préfète de l'Essonne – DCPPAT/BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex) et d'autre part au bénéficiaire de la décision (Société CLOUDHQ FRANCE - 37 avenue Pierre 1^{er} de Serbie, 75008 PARIS). La notification doit être effectuée par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date de dépôt du recours contentieux. Cette formalité est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée, justifiée par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Préfète de l'Essonne – DCPPAT /BUPPE – TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès de la Ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans un délai de deux mois. Ces recours administratifs interrompent le délai de recours contentieux qui ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été l'un ou/et l'autre rejetés de manière expresse ou de manière implicite en l'absence de réponse au bout de 2 mois. **Toutefois, dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif, l'auteur du recours est tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision, selon les modalités fixées au paragraphe précédent, sous peine de non prorogation du délai de recours contentieux.**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès de la préfète, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3.

La préfète dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative.

Si elle estime la réclamation fondée, la préfète fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

ARTICLE 14 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général adjoint de la préfecture,

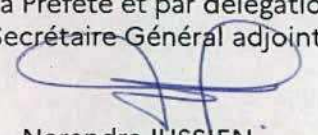
Les inspecteurs de l'environnement,

Le maire de LISSES,

L'exploitant, la Société CLOUDHQ FRANCE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général adjoint


Narendra JUSSIEN